Libye, pourquoi il faut éteindre le feu

L'incendie est parti de Libye. L'intervention de l'Otan à laquelle certains ont applaudi, joignant leurs voix imbéciles à celle d'un Bernard Henri-Lévy posant joyeusement avec de supposés «thouars» dans une Libye libérée, a bel et bien été le point de départ de ce qui se passe aujourd'hui sous nos yeux. Pourtant ils étaient nombreux ceux qui, sans passer pour des soutiens de Kadhafi, n'ont cessé de mettre en garde contre les contrecoups de la guerre de Nicolas Sarkozy et de ses alliés de l'Otan en Libye. Une guerre qui a fini par déstabiliser la zone sahélo-saharienne, menacée plus que jamais de dislocation.

En 2011, Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères de Nicolas Sarkozy, qualifiait l'intervention française en Libye d'«opportunité» pour la France et ses «entreprises», écartant tout risque de déstabilisation régionale. On voit ce qu'il en est aujourd'hui. Bottant régulièrement en touche dès lors que le risque islamiste était évoqué, l'ancien chef de la diplomatie française n'hésitait pas alors à démentir tout armement des «rebelles» libyens avant que des avions français ne leur parachutent des armes. Lui, comme tous ceux qui ont organisé cette guerre, savait que le pillage des arsenaux du régime de Kadhafi suscitait l'inquiétude des pays voisins, singulièrement du Mali et de l'Algérie.

Les autorités françaises étaient parfaitement informées de la présence active en Libye de groupes islamistes armés liés à Al-Qaïda, comme le Groupe islamique combattant libyen (GICL), qui s'est transformé en parti appelé Mouvement libyen pour le changement, dont le chef Abdelhakim Belhadj est aujourd'hui gouverneur militaire de Tripoli grâce au soutien du Qatar et de l'Otan. Loin d'être dupes, Paris et ses alliés savaient surtout qu'après la chute de Kadhafi et qu'en l'absence d'un pouvoir central fort, la Libye allait être livrée aux milices et comme ailleurs, ce sont celles se revendiquant de l'islamisme, parce que soutenues par certains pays du Golfe, qui allaient prendre le dessus, et non les partisans de la démocratie, au demeurant minoritaires ou inexistants. Il en est ainsi d'Ansar chariaa (branche libyenne d'Al Qaïda) et de son avatar, l'Etat islamique (EI), apparu récemment sur la scène libyenne, de façon brutale (décapitation de 21 coptes égyptiens), afin de marquer son territoire.

A l'instar des autres groupes islamistes comme Fadjr Libya, l'EI est en train de faire son nid en Libye sur les décombres du régime de Kadhafi, de se territorialiser à partir de la région de Derna (sud-est du pays) et d'avoir un accès sur la mer. Avec son allié Ansar chariaa, ils menacent désormais la Tunisie et l'Égypte. Même l'Algérie, malgré son expérience, son armée réputée la plus puissante et la plus expérimentée de la région, n'est pas à l'abri.

En témoignent l'attaque du site gazier d'In Aménas en 2013 et le meurtre d'Hervé Gourdel en 2014, acte qui se voulait annonciateur d'un clone algérien de l'EI d'Al-Baghdadi. Le reste se déroule aujourd'hui sous nos yeux. Après le Mali, le Nigeria où le groupe Boko Haram poursuit sa politique de massacre et de terre brûlée, le Cameroun mais aussi le Niger, ne sont plus à l'abri.

Aussi, ne faisons pas la fine bouche. Le processus de négociations d'Alger rassemblant tous les partis et acteurs politiques libyens des deux gouvernements – Tobrouk et Tripoli – sous l'égide de l'Algérie et la supervision de la Mission d'appui de l'ONU en Libye (UNSMIL), est une bonne chose. Il y a deux options : «l'accord politique ou la destruction», a prévenu l'émissaire de l'ONU en Libye, Bernardino Leon. En effet, après l'accord entre les protagonistes maliens qui devrait ouvrir la voie au retour à la paix et à la stabilité au Mali, les négociations entre les différentes factions libyennes seront déterminantes à plus d'un titre.

Car la déstabilisation qui touche aujourd'hui de nombreux pays, partie de Libye, aujourd'hui menacée par une tentative de morcellement, tout comme d'ailleurs le Mali et le Nigeria, a été voulue et sans doute programmée par des apprentis sorciers.

D'autant qu'elle est déjà à l'œuvre au Moyen-Orient et a pour nom «Le Grand-Moyen-Orient» : c'est ce projet de démantèlement des Etats-nations si cher à George Bush et aux néo-conservateurs américains dont l'Irak et la Syrie sont le triste exemple, que Barack Obama semble avoir repris à son compte.

H. Z.

LA FÉDÉRATION NATIONALE EST CATÉGORIQUE :

«La grève des boulangers n'aura pas lieu»

La grève des boulangers n'aura finalement pas lieu. C'est ce qu'a affirmé, hier, le président de la Fédération nationale des boulangers, affiliée à l'UGCAA (Union générale des commerçants et artisans algériens), aile Salah Souileh.

Youcef Kalafat a réagi, hier, dans une conférence de presse pour apporter un démenti à l'information annonçant une grève des boulangers.

La Fédération nationale des boulangers, dit-il, «seule organisation avec l'Union générale des commerçants et artisans algériens habilitée à parler au nom des boulangers, se démarque de ces déclarations».

Les préoccupations des boulangers, poursuit-il, sont en cours de prise en charge par la tutelle. Réfutant l'existence d'une quelconque crise de la farine, M. Kalafat a indiqué qu'une convention sera signée la semaine prochaine entre sa fédération et le groupe Eriadh, permettant au boulanger d'acheter un quintal de farine à 1 950 dinars au lieu de 2 000 dinars actuellement. Le conférencier appelle, par ailleurs, les pouvoirs publics à fixer le prix de la baguette de pain à 10 dinars.

«Le prix de la baguette est à 8,50 DA officiellement mais les boulangers ont décidé depuis deux ans de vendre la baguette à 10 dinars au citoyen, qui ne s'est d'ailleurs pas révolté, mais le problème se pose au niveau des institutions qui refusent de nous facturer la baguette à 10 dinars mais à 8,50 dinars, c'est pourquoi nous demandons que son prix soit fixé par les autorités», a indiqué le président de la Fédération des boulangers. L'Algérie compte 21 000 boulangers dont 14 000 seulement ont un registre de commerce et seuls 8 700 sont affiliés à la Fédération nationale des boulangers.

S. A.

LES LIBYENS S'ENTENDENT SUR UNE IMPORTANTE FEUILLE DE ROUTE À ALGER

Rebâtir un État et combattre le terrorisme et l'insécurité

La rencontre d'Alger qui a regroupé, pendant deux jours,à la résidence Djenane El Mithak les principaux partis et leaders politiques libyens a été sanctionnée, hier mercredi, par une déclaration commune d'une extrême importance. Il y est question, entre autres, de la condamnation du terrorisme et de l'engagement commun à le combattre ; de l'engagement à rebâtir une armée et des services de sécurité ainsi qu'à la constitution d'un gouvernement consensuel.

Photo : Samir Sid

Un pas important pour la paix en Libye.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Cette première rencontre du genre organisée sous l'égide des Nations unies sera d'ailleurs qualifiée de «grand succès» par le représentant personnel du secrétaire général de l'ONU, Bernadino Léon. «Il s'agit là, d'un pas important pour la paix en Libye car les gens qui sont venus, ici à Alger, sont de vrais leaders politiques qui décident. Nous avons travaillé sur deux questions importantes, à savoir celle relative au futur gouvernement ainsi que la sécurité», dira le représentant onusien à l'issue de la rencontre au cours d'un point de presse conjointement animé avec le ministre délégué aux Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel.

«Nous avons travaillé sur la solution politique à la crise car c'est la seule possible. En tout cas, aucune solution militaire n'aura le soutien de la communauté internationale», ajoutera le représentant de l'ONU pour la Libye. Il insistera également sur l'importance de la réunion d'Alger : «C'est la première fois que les représentants des principales forces politiques en Libye se mettent autour d'une table.» Certes, il s'agit «d'une première étape d'un processus, mais vous verrez les résultats et on en reparlera à l'avenir». Un optimisme que partage Messahel : «C'est la première fois que nos frères se rencontrent pour discuter de l'avenir de leur pays. Je salue leur courage et leur détermination à préserver l'unité territoriale et la cohésion du peuple libyen (...) Le peuple libyen attend beaucoup et légitimement de cette rencontre et il est en droit d'aspirer à la paix».

L'Algérie, dira encore Messahel, sera «constamment aux côtés du peuple libyen. De même que nous saluons leur détermination (les participants à la rencontre, ndlr) à combattre le terrorisme. La déclaration qu'ils viennent de signer est un message fort en direction de la communauté internationale».

Il faut dire que la déclaration en question est une feuille de route qui, à terme, est à même de sortir la Libye du chaos ambiant. Outre l'insistance sur l'intégrité territoriale et les principes universels comme l'alternance pacifique au pouvoir, le respect des droits de l'Homme et la construction d'un Etat de droit, la déclaration a expressément énoncé les plus cruciaux des défis qui interpellent les Libyens. A commencer par l'urgence de «rebâtir des forces armées, des forces de police et des services de sécurité».

Les dirigeants libyens ont également exprimé leur soutien total «au processus du dialogue (...) en vue d'aboutir à la constitution d'un gouvernement consensuel ainsi qu'à la prise de mesures urgentes consistant en un cessez-le-feu définitif, au retrait des milices armées de toutes les villes libyennes, de même que l'établissement d'un calendrier pour la récupération de toutes les armes et la dissolution de toutes les factions armées (...)». Les dirigeants libyens réunis à Alger ont par ailleurs exprimé leur «profonde préoccupation quant à la dégradation de la situation sécuritaire et la recrudescence des actes terroristes qui constituent désormais une grave menace pour la Libye ainsi que tous les pays de la région». Ce qui les amène à appeler à «la conjugaison de tous les efforts pour combattre le terrorisme sous toutes ses formes, à savoir les groupes de Anssar Echaria, Daesh et Al Qaïda (...)». Depuis la chute de l'ancien régime de Kadhafi, la Libye est devenue en effet un véritable «paradis» pour le terrorisme qui y trouve de vastes territoires ainsi qu'un gigantesque arsenal militaire à sa disposition.

K. A.